

Département de la Drôme

Commune de GRÂNE

Plan Local d'Urbanisme

**2a – Projet d'Aménagement et de Développement Durable
(P.A.D.D.)**

| PRESCRIPTION DU PROJET DE REVISION | ARRET DU PROJET DE REVISION | APPROBATION |
|---|--|-------------------------|
| 25 mai 2004 | 24 octobre 2006 | 28 novembre 2007 |



Claude BARNERON
Urbaniste O.P.Q.U.
10 rue Condorcet – 26100 ROMANS-SUR-ISERE
mars-08

5.05.112

SOMMAIRE

| | |
|-----------------------|----------|
| PREAMBULE..... | 1 |
|-----------------------|----------|

ANNEXE

| | |
|--|----------|
| ARTICLES L.121.1 ET L.110. DU CODE DE L'URBANISME | 5 |
|--|----------|

PREAMBULE

La Loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'urbanisme et à l'habitat précise dans son article 12 (article L.123-1 du Code de l'Urbanisme) que les plans locaux d'urbanisme :

« comportent un projet d'aménagement et de développement durable qui définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune »

Ainsi, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable est un **document obligatoire du dossier de PLU**.

C'est l'énoncé de la politique municipale en matière d'aménagement et de développement de la commune, fondée sur le diagnostic d'ensemble, établi dans le rapport de présentation.

Cette politique d'aménagement doit respecter **les grands principes d'aménagement édictés par les articles L 110 et L 121.1 du code de l'urbanisme** (voir annexe).

L'article L.121.1 est reproduit en fin de document, et les trois grands principes qu'il énonce sont :

- Equilibre entre développement (urbain et rural) d'une part et protection des espaces agricoles et forestiers et des espaces naturels et des paysages, d'autre part ;
- Mixité sociale et diversité des fonctions urbaines ;
- Utilisation économe de l'espace et respect de l'environnement.

Répondre à la demande en logements et notamment pour les besoins spécifiques recensés dans le Programme Local de l'Habitat :

- Dégager des surfaces constructibles suffisantes en priorité autour du village ;
- Diversifier l'offre de logement et notamment répondre à la demande des jeunes (locatifs sociaux) et à la demande très sociale (logement d'insertion, d'intégration) en plus de la demande en habitat individuel.

Aménager et mettre en valeur le village :

- Aménager le centre village, en réorganisant les places, les cheminements piétons, automobiles et le stationnement ;
- Prévoir un aménagement cohérent des zones à urbaniser en lien avec le tissu urbain environnant ;
- Préserver les cheminements piétons existants et en créer de nouveaux.

Maintenir et protéger l'activité agricole (secteur remembré, zone irriguée, îlots de semences).

- Protéger l'outil agricole ;
- Faciliter la reprise pour l'agriculture des bâtiments adaptés à cet usage.

Poursuivre le développement économique :

- Agrandir la zone d'activités en lien avec la communauté de communes ;
- Permettre l'installation d'activités de services dans les bâtiments existants de la zone rurale.

Protéger les richesses naturelles, paysagères et patrimoniales :

- Protéger les Ramières du Val de Drôme ;
- Préserver le bâti rural de qualité ;
- Protéger les espaces naturels répertoriés ou non ;
- Poursuivre la démarche de protection de la ressource en eau.

Promouvoir un tourisme « doux » respectueux de l'environnement :

- Créer un cheminement autour des vestiges du château pour en favoriser la découverte ;
- Maintenir les circuits pédestres et VTT ;
- Envisager le déplacement du syndicat d'initiative sur un lieu plus attrayant et plus pratique ;
- Projet de parc sur le thème de l'Australie à faciliter.

Prendre en compte et prévenir les risques et les nuisances :

- Tenir compte du risque inondation et ruissellement en particulier pour les zones habitées ;
- Réduire la pollution des eaux par l'extension du assainissement collectif sur la majorité des secteurs qui seront urbanisés ;
- Prendre en compte la présence des bâtiments d'activités agricoles et d'activités industrielles.

Améliorer et adapter la capacité des équipements publics en adéquation avec les projets de développement et notamment :

- Extension du réseau de collecte assainissement ;
- Adapter les équipements collectifs : école (2 salles supplémentaires), salle polyvalente (sports et autres) en projet associée à des équipements sportifs ;
- Local des pompiers prévu dans l'extension de la zone d'activités.

...

ANNEXE

Articles L.121.1 et L.110. du Code de l'Urbanisme

Article L.121.1 du Code de l'Urbanisme(Loi n° 2000-1208 du 13/12/2000)

Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :

- a) L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;
- b) La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;
- c) Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Les dispositions des 1° à 3° sont applicables aux directives territoriales d'aménagement visées à l'article L. 111-1-1.

Article L.110 du Code de l'Urbanisme (Loi n° 83-8 du 7/01/1993)

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, (L.n° 91-662 du 13 juillet 1991, article 5) « d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, » de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages (L. n° 87-565 du 22 juillet 1987, article 22) « ainsi que la sécurité et la salubrité publiques » et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales (L. n° 96-1236 du 30 décembre 1996, article 17-I) « et de rationaliser la demande de déplacements », les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace.